

La Possession, mardi 7 juillet 2020

Madame la Directrice générale,

En tant que collectif de 19 associations agréées du système de santé à La Réunion, parmi lesquelles nombre d'entre elles œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées et plus généralement des personnes vulnérables, nous nous interrogeons sur l'existence de « pensions marron » sur notre territoire, dans certaines desquelles ont été dénoncées des maltraitances sur des personnes fragiles et âgées.

Cette situation semble perdurer et ce malgré des dénonciations régulières faites par des associations (Alma, Oriapa...) auprès de votre institution et du Conseil départemental, et malgré des pistes de réflexion sur ce sujet, y compris de la part de vos services. Le courrier adressé à Monsieur le procureur de la République par la Ligue des Droits de l'Homme le 26 mai dernier montre que le problème est loin d'être résolu et mérite toute notre attention.

Dans la perspective d'un vieillissement massif de la population Réunionnaise, le respect et la bientraitance de nos anciens et des personnes fragilisées doit être une priorité absolue. Il convient de mettre en place les conditions pour que la situation actuelle ne perde pas, de juguler la prolifération de ces pensions « marron » et de faire cesser toutes maltraitances.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire savoir quelle politique d'amélioration quantitative et qualitative de la prise en charge et de l'hébergement de ces personnes aux besoins spécifiques est envisagée.

Nous restons très attentifs à ce sujet.

Nous espérons que vous voudrez bien prendre en compte ce courrier et vous en remercions.

Veuillez recevoir, Madame la Directrice, nos salutations distinguées.

Pour le collectif, la présidente
Véronique Minatchy

Copie à : Cyrille Melchior, Président du Conseil départemental de La Réunion
Jacques Billant, Préfet de la région Réunion

